

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES
HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

n° 653
semaine du
6 au 12 mai 2021



Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

Le gouvernement Macron : « Nous restons déterminés à mener la réforme des retraites »

Le 14 avril, les ministres Le Maire et Dussopt présentaient le programme de stabilité pour le pays (2022-2027). La mesure mise en avant pour réduire les dépenses, c'est la réforme des retraites. « *Le diagnostic sous-jacent à la préparation de ce projet de réforme (1) demeure et a même été renforcé par la crise sanitaire* », dit le gouvernement dans ce document. Ce qui prouve bien que ce n'est pas une crise sanitaire, mais une offensive du capital.

Le 27 avril, le ministre Le Maire présente le plan de relance français transmis à Bruxelles dans le cadre du plan de relance européen pour obtenir les 40 milliards d'euros. *Le Figaro* (26 avril) précise : « *Ce n'est évidemment pas un chèque en blanc. Les 40 milliards d'euros (...) ne seront pas versés sans contreparties.* » Et de préciser : « *Le gouvernement s'engage à mener des réformes demandées depuis plusieurs années déjà par Bruxelles en vue de réduire le déficit et la dette publique.* » (...) « *Vous allez donc réformer jusqu'au bout ?* », demande *Le Parisien* (30 avril) à Macron. Il répond : « *Jusqu'au dernier quart d'heure.* »

Plus que jamais, le gouvernement entend aller jusqu'au bout de l'utilisation de l'épidémie pour liquider toutes les conquêtes, l'hôpital public, l'école, les services publics, les retraites, pour « transformer » complètement la société. C'est ça, leur monde d'après !

Mais en même temps...

L'ampleur de la mobilisation du 1^{er} Mai en a surpris plus d'un (...). Et cela malgré de troubles et scandaleuses agressions ciblant les services d'ordre syndicaux, et un dispositif policier impressionnant intervenant brutalement dès le début de la manifestation.

Dans le même temps aussi, bravant l'état d'urgence, des fêtes clandestines rassemblant des centaines de jeunes se multiplient.

Dans de nombreuses usines, des conflits, des grèves éclatent contre le chantage au licenciement utilisé par des patrons, massivement subventionnés et aidés par l'Etat, pour faire baisser les salaires, remettre en cause tous les acquis collectifs et détruire des emplois (lire pages 7 et 8).

Les lycéens, qui ont vu leur scolarité disloquée par Blanquer depuis des mois, bloquent des dizaines de lycées (...)

Page 3 **ECOLE**

Une situation chaotique : Blanquer responsable !

« Les lycéens n'en peuvent plus ! »

■ Interview de **Pablo Béjar**,
lycéen à Avignon, secrétaire national MNL
(Mouvement national lycéen)

Le fond, c'est que les lycéens ne veulent pas de cette situation totalement inégalitaire.

Pendant des mois et des mois, on n'a pas pu se voir, pas pu avoir cours. C'était pour limiter le COVID. Mais là, par contre, on nous dit qu'il n'y a plus de problème et qu'on peut tous s'entasser et passer les épreuves au même endroit (...). Donc, 4 mois de cours au lieu de 10 pour passer ces épreuves. Mais là, maintenant, on nous dit qu'il faudrait faire comme si de rien n'était, comme si le programme avait pu se tenir normalement. Tout ça est insupportable et scandaleux. La situation est ultra-stressante. Les lycéens n'en peuvent plus (...). On ne peut pas accepter l'inégalité entre les lycéens face au diplôme. Il pourrait y avoir des jurys d'harmonisation, des systèmes de notation sous la forme de « 10 améliorable ». Ça n'a rien d'extrême. Ça a déjà été fait. En 1968, la situation était exceptionnelle. Ils ont tous eu leur bac. Et alors ? Ensuite, ça n'empêche pas des mesures de rattrapage scolaire (...). Il faut que le gouvernement entende, et vite. Il est responsable de tout ça.

(1) Ce projet a été combattu, par une grève et une mobilisation historique, par les travailleurs de ce pays pendant plusieurs mois. Le 29 février 2020, le Premier ministre, Edouard Philippe, dégainait l'arme du 49-3 pour passer en force sur cette réforme en première lecture, à l'issue d'un Conseil des ministres consacré... à la gestion de l'épidémie du Covid-19.

1^{er} Mai : près de 200 000 manifestants dans toute la France

« Le défilé du 1^{er} Mai de retour sur le pavé » : c'est par ce titre que le journal *Le Parisien-Dimanche* relate les manifestations qui ont eu lieu la veille dans toute la France. « Un sursaut social malgré le Covid. Surtout en période de Covid ».

Plus de 170 000 manifestants sur tout le territoire, dont 25 000 à Paris, avec plus de 300 manifestations et rassemblements particulièrement fournis à travers tout le pays, avec leurs organisations syndicales bien souvent dans l'unité, les travailleurs, militants, syndicalistes, Gilets jaunes... ont exprimé leur refus de l'état d'urgence et de toutes les mesures liberticides du gouvernement, de même que toutes ses attaques contre tous leurs droits et conquêtes (...).



La manifestation du 1^{er} Mai à Pau.

DR

Communiqué POI - 2 mai 2021

Intolérable agression de militants CGT ce 1^{er} Mai à Paris. Soutien total et inconditionnel aux militants de la CGT

■ USINE GIVAUDAN LAVIROTTE (LYON VIII^e)

La grève impose le retrait des licenciements

Interview de **Salah Ferkoune**

■ HERMES BOISSONS (EX-TROPICANA) (OISE)

En grève depuis six semaines, les salariés ne lâchent rien : « Ils ont la pression, nous ne lâcherons pas, nous continuons ! »

■ NANTERRE (HAUTS-DE-SEINE)

Les agents territoriaux reconduisent leur grève

■ EUROFLACO, À COMPIÈGNE (OISE)

Une provocation patronale de trop...

ETATS-UNIS

Un an après la mort de George Floyd, deux points de vue

■ La parole à **Rodrigo Ibarra**, militant ouvrier, Latino et **Liana**, militante syndicaliste, Noire

GRÈCE

La jeunesse a montré sa force. Leur loi et leur politique seront défaites !

■ **Alexis Ferreos**, membre de NKA (Jeunesse Libération communiste) et de l'Association étudiante de l'Ecole des sciences politiques de l'université Aristote (Thessalonique)

JE M'ABONNE À **INFORMATIONS OUVRIÈRES**

Par prélèvement mensuel : 5,80 euros

Pour consulter l'édition numérique d'IO (offre réservée aux abonnés par prélèvement mensuel), indiquez LISIBLEMENT votre adresse e-mail en CAPITALES

.....@.....

5 numéros "découverte" : 7 euros

Nom : Prénom :

N° : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.